

## La bonne gestion des forêts centrafricaines : une partie de la solution à la crise?

Il y a [quelques semaines](#), des centaines de personnes de tous horizons se sont réunies à Bangui, la capitale de la République centrafricaine (RCA) qui connaît « [la plus grande crise humanitaire oubliée de notre temps](#) » selon l'ONU.

Les membres des différentes factions belligérantes du pays, la société civile ainsi que les groupes religieux et politiques se sont retrouvés au Forum national sur la réconciliation, afin d'essayer d'identifier des solutions aux problèmes apparemment insolubles d'une nation déchirée par un conflit civil.

Ces problèmes ne datent pas d'hier mais ils ont pris une ampleur vertigineuse et sont devenus incontrôlables depuis mars 2013, lorsque [la coalition rebelle Séléka](#) a évincé du pouvoir François Bozizé, le président de la Centrafrique, suite à un coup d'État. La violence qui a suivi a provoqué des milliers de morts et autant de déplacés. Deux ans plus tard, environ deux millions de personnes ont toujours urgemment besoin d'aide humanitaire.

Les racines de la crise en Centrafrique sont la pauvreté, les inégalités et la corruption ainsi que la lutte pour le contrôle des richesses naturelles abondantes du pays. Le pays abrite à l'intérieur de ses frontières une partie du massif forestier tropical le plus important au monde après l'Amazonie et le bois est l'une de ses principales exportations. Cette ressource devrait fournir à l'État des revenus essentiels et permettre à des milliers de ménages de joindre les deux bouts. Hélas, le bois est devenu l'un des enjeux de la tragédie qui se joue actuellement en RCA.

Lors du Forum de Bangui, des membres de la société civile ont reproché à des représentants de l'élite politique leur collusion avec les seigneurs de guerre et des troupes étrangères dans le pillage des ressources, notamment le bois. Cependant, les hommes politiques ne sont pas les seuls à avoir bénéficié du chaos ambiant pour piller les richesses naturelles du pays.

Les sociétés forestières renâclent à répondre à leurs obligations fiscales envers l'État ou à se conformer aux lois environnementales du pays. L'exploitation anarchique du bois est très répandue et [la conversion illégale des forêts pour le développement du palmier à huile](#) contraint certaines communautés à quitter leurs terres.

La situation est d'autant plus grave que l'État n'est véritablement présent qu'à Bangui qui jouit d'une relative sécurité, quand le reste du pays demeure un terrain fertile pour la prolifération de groupes armés de tout acabit. Cela signifie que le gouvernement n'exerce que peu ou pas de contrôle, alors même que les autorités locales ne se soucient que marginalement des droits et du bien-être des communautés forestières.

Pourtant, il existe quelques lueurs d'espoir du moins aux yeux des participants du Forum de Bangui. Tout d'abord, le processus de réconciliation en RCA est un moment opportun d'aborder les profonds et multiples problèmes de gouvernance qui sont en grande partie responsables du chaos. Mettre un terme à la destruction illégale des forêts et s'assurer qu'elles sont gérées de manière durable et dans l'intérêt des populations figurent parmi les défis les plus importants.

Ensuite, [la plateforme de la société civile centrafricaine pour la Gestion Durable des Forêts et des Ressources Naturelles](#) (GDRNE) encourage le gouvernement centrafricain et l'Union européenne à

relancer [l'Accord de partenariat volontaire](#) (APV) signé entre les deux parties en novembre 2011. L'objectif de l'APV est de faire en sorte que les forêts soient gérées dans le respect des lois sociales et environnementales et que les personnes qui en dépendent pour vivre aient un mot à dire dans la façon dont elles sont exploitées. Avant que la violence n'éclate, de lents progrès étaient perceptibles en ce sens.

Marie-Ange Kalenga  
Responsable de campagnes, Gouvernance forestière  
Fern